



# Assemblée générale

Distr. limitée  
22 octobre 2002  
Français  
Original: anglais

---

## Cinquante-septième session Cinquième Commission

Point 110 de l'ordre du jour

### Rapports financiers et états financiers vérifiés, et rapports du Comité des commissaires aux comptes

#### Projet de résolution présenté par le Président à l'issue de consultations officielles

#### Rapports financiers et états financiers vérifiés, et rapports du Comité des commissaires aux comptes

*L'Assemblée générale,*

*Réaffirmant* ses résolutions 50/222 du 11 avril 1996, 51/218 E du 17 juin 1997, 52/212 B du 31 mars 1998, 53/204 du 18 décembre 1998, la section VIII de sa résolution 53/221 du 7 avril 1999, sa résolution 54/13 B du 23 décembre 1999 et sa résolution 55/220 du 23 décembre 2000,

*Ayant examiné*, pour l'exercice terminé le 31 décembre 2001, les rapports financiers et les états financiers vérifiés de l'Organisation des Nations Unies<sup>1</sup> du Centre du commerce international<sup>2</sup> CNUCED/OMC, de l'Université des Nations Unies<sup>3</sup>, du Programme des Nations Unies pour le développement<sup>4</sup>, du Fonds des Nations Unies pour l'enfance<sup>5</sup>, de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient<sup>6</sup>, de l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche<sup>7</sup>, des contributions volontaires gérées par le Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés<sup>8</sup>, du Fonds du Programme des Nations Unies pour l'environnement<sup>9</sup>, du Fonds des Nations Unies pour la

---

<sup>1</sup> Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante-septième session, Supplément No 5 (A/57/5), vol. I et Corr.1.

<sup>2</sup> Ibid., vol. III et Corr.2.

<sup>3</sup> Ibid., vol. IV et Corr.3.

<sup>4</sup> Ibid., Supplément No 5A (A/57/5/Add.1 et Corr.1).

<sup>5</sup> Ibid., Supplément No 5B (A/57/5/Add.2 et Corr.1).

<sup>6</sup> Ibid., Supplément No 5C (A/57/5/Add.3 et Corr.1).

<sup>7</sup> Ibid., Supplément No 5D (A/57/5/Add.4 et Corr.1).

<sup>8</sup> Ibid., Supplément No 5E (A/57/5/Add.5 et Corr.1).

<sup>9</sup> Ibid., Supplément No 5F (A/57/5/Add.6 et Corr.1).



population<sup>10</sup>, de la Fondation des Nations Unies pour l'habitat et les établissements humains<sup>11</sup>, du Fonds du Programme des Nations Unies pour le contrôle international des drogues<sup>12</sup>, du Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets<sup>13</sup>, du Tribunal pénal international chargé de juger les personnes accusées d'actes de génocide ou d'autres violations graves du droit international humanitaire commis sur le territoire du Rwanda et les citoyens rwandais accusés de tels actes ou violations commis sur le territoire d'États voisins entre le 1er janvier et le 31 décembre 1994<sup>14</sup>, du Tribunal pénal international chargé de juger les personnes accusées de violations graves du droit international humanitaire commises sur le territoire de l'ex-Yougoslavie depuis 1991<sup>15</sup>, les rapports et opinions du Comité des commissaires aux comptes<sup>16</sup>, le résumé concis des principales constatations, conclusions et recommandations figurant dans les rapports du Comité des commissaires aux comptes sur la vérification des comptes<sup>17</sup>, le premier rapport du Secrétaire général relatif à la suite donnée par l'Organisation des Nations Unies aux recommandations du Comité des commissaires aux comptes pour l'exercice terminé le 31 décembre 2001<sup>18</sup> et le rapport du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires<sup>19</sup>,

1. *Accepte* les rapports financiers et les états financiers vérifiés des organisations susmentionnées, ainsi que les rapports et opinions du Comité des commissaires aux comptes les concernant;

2. *Approuve* toutes les recommandations et conclusions figurant dans les rapports du Comité des commissaires aux comptes et fait siennes les observations et recommandations y relatives contenues dans le rapport du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires<sup>19</sup>;

3. *Félicite* le Comité des commissaires aux comptes de la qualité de ses rapports, en particulier de ses observations sur la gestion des ressources;

4. *Note avec préoccupation* la publication tardive des rapports du Comité des commissaires aux comptes et les raisons données par le Président du Comité pour l'expliquer et prie le Secrétaire général de veiller à ce que les rapports du Comité se voient accorder un rang de priorité suffisamment élevé pour ce qui est de

<sup>10</sup> Ibid., *Supplément No 5G* (A/57/5/Add.7 et Corr.1).

<sup>11</sup> Ibid., *Supplément No 5H* (A/57/5/Add.8 et Corr.1).

<sup>12</sup> Ibid., *Supplément No 5I* (A/57/5/Add.9 et Corr.1).

<sup>13</sup> Ibid., *Supplément No 5J* (A/57/5/Add.10 et Corr.1 et 2).

<sup>14</sup> Ibid., *Supplément No 5K* (A/57/5/Add.11 et Corr.1 et 2).

<sup>15</sup> Ibid., *Supplément No 5L* (A/57/5/Add.12 et Corr.1).

<sup>16</sup> Ibid., *Supplément No 5* (A/57/5/Add.5), vol. I, chap. II et III; vol. III, chap. II et III; vol. IV, chap. II et III; *ibid.* *Supplément No 5A* (A/57/5/Add.1), chap. II et III; *ibid.* *Supplément No 5B* (A/57/5/Add.2), chap. II et III; *ibid.*, *Supplément No 5C* et rectificatif (A/57/5/Add.3), chap. II et III; *ibid.*, *Supplément No 5D* (A/57/5/Add.4), chap. II et III; *ibid.*, *Supplément No 5E* (A/57/5/Add.5), chap. I et II; *ibid.*, *Supplément No 5F* (A/57/5/Add.6), chap. II et III; *ibid.* *Supplément No 5G* (A/57/5/Add.7), chap. II et III; *ibid.*, *Supplément No 5H* (A/57/5/Add.8), chap. II et III; *ibid.*, *Supplément No 5I* (A/57/5/Add.9), chap. II et III; *ibid.*, *Supplément No 5J* (A/57/5/Add.10), chap. II et III; *ibid.*, *Supplément No 5K* (A/57/5/Add.11), chap. II et III; et *ibid.*, *Supplément No 5L* (A/57/5/Add.12), chap. II et III.

<sup>17</sup> Voir A/57/201.

<sup>18</sup> A/57/416.

<sup>19</sup> A/57/439.

l'édition et de la traduction, pour pouvoir être présentés à l'Assemblée générale conformément à la règle des six semaines;

5. *Prend acte* du rapport du Secrétaire général sur l'application des recommandations du Comité des commissaires aux comptes<sup>18</sup>;

6. *Prie* le Secrétaire général et les chefs de secrétariat des fonds et programmes des Nations Unies d'examiner les mécanismes de gestion, les principes et les obligations liées aux responsabilités dans tout le système des Nations Unies et de formuler des propositions concernant la présentation future des rapports du Comité des commissaires aux comptes et leur examen par les conseils d'administration concernés et l'Assemblée générale;

7. *Prie également* le Secrétaire général de veiller à ce que les observations et recommandations du Comité des commissaires aux comptes soient pleinement prises en considération dans la révision de la stratégie de l'Organisation des Nations Unies en matière de technologies de l'information et des communications qu'elle a demandée dans sa résolution 56/239 du 24 décembre 2001, avant qu'elle ne réexamine ladite stratégie;

8. *Invite* le Secrétaire général, en consultation avec le Comité des commissaires aux comptes, à s'assurer, lors de l'examen des ressources dont a besoin le Comité pour procéder à de futurs audits spécialisés, que le montant des ressources allouées aux vérifications est suffisant, à appliquer les dispositions de la présente résolution et à présenter des recommandations appropriées dans le contexte du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2004-2005;

9. *Décide* de continuer d'examiner les rapports du Comité des commissaires aux comptes sur le Tribunal pénal international chargé de juger les personnes accusées de violations graves du droit international humanitaire commises sur le territoire de l'ex-Yougoslavie depuis 1991<sup>15</sup> et le Tribunal pénal international chargé de juger les personnes accusées d'actes de génocide ou d'autres violations graves du droit international humanitaire commis sur le territoire du Rwanda et les citoyens rwandais présumés responsables de tels actes ou violations commis sur le territoire d'États voisins entre le 1er janvier et le 31 décembre 1994<sup>14</sup>, au titre des points de l'ordre du jour relatifs au financement des Tribunaux internationaux.